

L'écart salarial se creuse entre les entreprises exportatrices et les autres

CONJONCTURE Une enquête annuelle d'UBS publiée ce jeudi montre que les salaires nominaux devraient moins augmenter que les années précédentes. Mais également que, dans le contexte géopolitique incertain, les prévisions des organisations diffèrent beaucoup selon le marché qu'elles visent

JULIE EIGENMANN

Depuis l'entrée en vigueur des 39% de droits de douane américains sur les produits suisses en août dernier, les indicateurs liés au marché du travail sont particulièrement scrutés. En verra-t-on les effets, quand et comment? Ainsi, le sondage annuel du Chief Investment Office d'UBS Global Wealth Management mené auprès de 388 entreprises et présenté jeudi à la presse annonce la couleur: les droits de douane pèsent sur les salaires, résume-t-il.

En effet, selon cette étude, les entreprises suisses s'attendent en 2026 à une hausse nominale moyenne des salaires de 1%. Or il s'agit d'un net recul par rapport aux 1,4% accordés pour l'année 2025. Cette moindre progression reflète notamment la baisse de l'inflation: à 1,1% lors de la dernière négociation salariale contre seulement 0,2% au moment de l'enquête de cette année.

«C'est une augmentation nominale des salaires qui est plus faible que les trois années précédentes en raison d'un ralentissement de la croissance, développe James Mazeau, économiste chez UBS. Sans surprise, ce ralentissement est en

partie dû à la politique commerciale des Etats-Unis envers la Suisse, qui pèse sur la conjoncture, sur le chômage, sur la croissance et qui pèsera aussi in fine sur l'augmentation des salaires.»

L'horlogerie très touchée

Au-delà du 1% moyen, toutes les entreprises ne sont pas logées à la même enseigne. L'informatique, par exemple, bénéficie toujours du boom de la numérisation et affiche une augmentation plus élevée. Certains secteurs sont au contraire à la traîne, indique James Mazeau, avec au plus bas du tableau l'horlogerie et la bijouterie, avec seulement 0,4% de hausse.

«Cette augmentation beaucoup plus basse que la moyenne suisse est due à des facteurs conjoncturels, notamment les droits de douane mais également une demande plus faible du côté de l'Asie et de la Chine en particulier.»

Qu'en sera-t-il des salaires réels, ajustés de l'inflation? «Ils devraient croître de 0,5% – l'augmentation nominale moins l'attente d'inflation d'UBS –, soit plus ou moins dans la moyenne de ce qu'on a observé au cours des trois dernières années», indique l'économiste. Mais les entreprises n'ont pas les mêmes prévisions: celles orientées vers l'exportation prévoient une évolution réelle des salaires de +0,2% et celles tournées vers le marché intérieur de +0,5%, cette fois-ci en tenant compte des perspectives d'inflation des sociétés elles-mêmes.

Et si toutes les entreprises se montrent aujourd'hui plus pessimistes pour 2026

qu'elles ne l'avaient été pour 2025, c'est encore plus vrai pour celles qui exportent. Ainsi, interrogées sur leur évaluation de la conjoncture pour l'économie suisse l'an prochain, 58% des entreprises orientées vers le marché intérieur s'attendent à une stagnation, contre 63% de celles qui regardent ailleurs. De même, 30% des «locales» envisagent une reprise modérée et 11% une récession. Alors que les exportatrices sont 11% à projeter une reprise économique modérée et 24% une récession. Au niveau du taux de chômage aussi, les sociétés tournées vers la Suisse l'imaginent à 67% inchangé et 20% en augmentation, contre 42% inchangé et 54% en hausse chez leurs consœurs exportatrices.

Une véritable scission donc entre les entreprises exportatrices et les autres?

Oui, répond James Mazeau. «Il est compliqué pour elles d'aller faire de nouveaux recrutements, de conquérir des parts de marché, d'investir. Ce n'est pas juste lié aux Etats-Unis, mais aussi à la Chine, par exemple. Sont également touchées les sociétés qui font affaire avec des entreprises suisses qui exportent et vont voir par conséquent leur chiffre d'affaires diminuer: c'est tout un écosystème. Dans certaines régions, il va y avoir un grand écart entre les entreprises dans les prochains trimestres pour ces prochaines années.»

En matière d'effectifs, la majorité des entreprises s'attend à une stagnation en 2026. Dans l'ensemble, les plans pour le personnel sont jugés aussi pessimistes que lors des années 2015 et 2020. Et évidemment, les perspectives de recrute-

ment dans les secteurs orientés vers l'exportation, comme l'industrie des machines, sont faibles.

L'économiste d'UBS rappelle cependant que les incertitudes sont encore nombreuses sur le front de la politique commerciale, et que la Suisse pourrait espérer un compromis plus favorable que les 39% de droits de douane américains actuellement en vigueur.

54%

Au niveau du taux de chômage, les sociétés tournées vers la Suisse l'imaginent à 67% inchangé et 20% en augmentation, contre 42% inchangé et 54% en hausse chez leurs consœurs exportatrices.

Publié jeudi également, l'indicateur de la situation des affaires du KOF pour le secteur privé suisse a nettement progressé en octobre, retrouvant ainsi son niveau de juillet, avec une prévision d'augmentation des salaires bruts de 1,3% d'ici un an. Mais l'écart entre les secteurs est là aussi relevé: l'évolution des salaires devrait être inférieure à la moyenne dans l'industrie manufacturière, le commerce de détail et le commerce de gros, tandis que des augmentations salariales supérieures à la moyenne sont attendues dans la construction ou encore l'hôtellerie et la restauration. ■